

*Initiatives ministérielles*

raisons de supprimer ce programme et d'autres programmes agricoles?

Je souligne également que ce programme a été supprimé sans préavis, sans consultation. Certes, au cours des élections précédentes, le premier ministre ou son Cabinet ont négligé de dire qu'ils entendaient supprimer ce programme ou d'autres programmes agricoles qui minent la régularisation du marché.

Ce programme a été annulé en dépit de trois rapports gouvernementaux qui, je dois le dire en toute justice, signalaient certains défauts structurels du tarif de l'Est, comme ceux que présentent forcément tous les programmes, mais qui affirmaient d'une façon ou d'une autre qu'advenant l'abolition du tarif de l'Est, il faudrait prévoir d'autres moyens de faciliter la production meunière d'exportation et prévoir aussi d'autres installations d'entreposage afin de protéger l'intégrité de nos systèmes de régularisation du marché.

C'est à se demander si le gouvernement qui prétend ne pas menacer la régularisation du marché en annulant le programme se donne la peine de lire ses propres rapports.

Par ailleurs, si la suppression du programme compromet l'organisation méthodique du marché, le gouvernement propose-t-il des programmes de remplacement pour atteindre ces objectifs, ou le fera-t-il? Il abroge les dispositions relatives aux intérêts sur les paiements anticipés pour les récoltes et pour le grain, sachant que cette initiative aura de lourdes conséquences sur l'entreposage au Canada.

Tous les groupes agricoles du pays ont essayé de convaincre le gouvernement de ne pas toucher à ce programme. Il a fait la sourde oreille. Il a tellement gâché et retardé le remaniement du programme que le ministre chargé des Céréales a depuis avoué qu'on avait commis une erreur en ne versant pas les paiements anticipés pour les récoltes et pour le grain des Prairies.

Nous étions alors dans l'opposition. Nous n'avons cessé d'exiger du gouvernement qu'il agisse comme le ministre dit aujourd'hui qu'il aurait dû le faire. Le ministre parle aujourd'hui d'erreur. Son erreur à lui ou celle des agriculteurs qui ont voté pour le gouvernement en pensant qu'il agirait pour le bien de l'agriculture?

Le gouvernement a-t-il tiré des leçons de ses erreurs? Le ministre reconnaîtra-t-il que c'est une erreur que de laisser durer l'incertitude ou attendra-t-il trois mois pour

regretter de s'y être mal pris pour apporter ces changements?

Le gouvernement a présenté ce qu'il considère comme un document de discussion sur l'avenir de l'agriculture. Ce qui ne l'a pas empêché de supprimer ce programme, les tarifs de l'Est, de réduire considérablement l'assurance-récolte et d'éliminer les ristournes de taxe sur les carburants, tout dans le même budget, qui s'est traduit par des coûts annuels supplémentaires de 1 000 \$ pour le producteur moyen.

Le gouvernement a-t-il tenu des consultations avec les groupes concernés avant de supprimer ces programmes?

Vous avez le droit de ne pas me croire, madame la Présidente. Écoutez cependant ce que le président de la Fédération canadienne de l'agriculture a déclaré devant le Comité législatif chargé d'étudier le projet de loi C-36: «L'Association canadienne de l'agriculture n'a certainement pas été consultée. C'est à ma grande surprise que cet élément est apparu dans le budget. Je ne l'avais pas prévu.»

Le ministre de l'Agriculture n'en déplore pas moins, dans son livre vert, qu'un climat d'incertitude s'est développé, qui rend difficile l'élaboration de plans à long terme chez les agriculteurs. Peut-être bien qu'au lieu de perdre son temps à rédiger un livre vert, le ministre aurait mieux fait de rencontrer les agriculteurs et de les défendre contre le couperet de son collègue, le ministre des Finances, qui, d'après ce qu'on lit dans ses documents budgétaires, ne semble pas savoir ce que représentent les programmes qu'il supprime.

Vous vous demandez sans doute, madame la Présidente, quel est le principe qui sous-tend cette offensive contre l'agriculture. Les objectifs cachés du gouvernement sont mis au grand jour. Les masques du gouvernement tombent un à un. Il a commencé par sacrifier l'universalité, puis ce fut le tour du régime d'assurance-chômage qu'il fallait harmoniser avec les politiques américaines.

Dans le secteur agricole, le gouvernement a commencé son travail de sape du régime de régularisation du marché. Le gouvernement s'est timidement défendu contre le GATT. Il a maintenant un bon prétexte pour expliquer son inaction: il a les mains liées, il doit céder à des sanctions internationales.